



Michel TESON

Sénateur de l'Ardèche

Conseiller Général de l'Ardèche

Yves CHASTAN

Sénateur de l'Ardèche

Maire de Privas

Privas, le lundi 27 avril 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sur le projet de loi *Hôpital, Patients, Santé et Territoires*

A la veille du prochain passage au Sénat du projet de loi *Hôpital, Patients, Santé et Territoires*, plus communément appelée *Loi BACHELOT*, les deux sénateurs socialistes ardéchois, Yves CHASTAN et Michel TESTON, ont reçu, le lundi 20 avril dernier, une trentaine de représentants des trois associations de défense des hôpitaux de PRIVAS, AUBENAS et SAINT AGREVE, et des différents syndicats : CGT santé départemental, CFDT et FO de l'Hôpital de PRIVAS, CGT Hôpital Sainte Marie.

Après avoir rappelé que les députés socialistes se sont prononcés contre ce projet de loi et que le Groupe Socialiste du Sénat adoptera la même position, les deux sénateurs rappellent que le projet de loi dit BACHELOT n'est que le "point d'orgue" des différentes dispositions gouvernementales sur l'organisation hospitalière déjà prises ces dix dernières années, en aggravant encore leurs conséquences dans une logique comptable et libérale.

En effet, l'essence même de ce projet de loi est d'organiser une privatisation rampante de l'ensemble du système de santé en FRANCE avec, en ligne de mire, une médecine à deux vitesses, une dévalorisation des missions du service public, des instances de direction et de gestion fortement renforcées dans leurs prérogatives en marginalisant le rôle des représentants des élus, de la communauté hospitalière et des usagers, une pression accrue sur l'existence des hôpitaux locaux.



Ce projet de loi tend ainsi à fragiliser considérablement les hôpitaux de proximité dans de nombreux départements, à l'instar de la maternité de SAINT AGREVE, sans pour autant assurer les moyens financiers nécessaires aux grands hôpitaux publics (CHU, etc.)

En déclarant l'urgence, le Gouvernement cherche à éviter de nombreux débats et amendements en seconde lecture à l'Assemblée Nationale comme au Sénat d'un texte qui porte atteinte aux principes mêmes du modèle de solidarité et d'accès aux soins pour tous.

C'est une réforme technocratique où la rentabilité prime sur la qualité des soins prodigués à tous les patients, sur la reconnaissance de tous les personnels du service public de santé. Une réforme aussi importante et nécessaire sur un grand nombre d'aspects mériterait une réelle concertation et un vrai débat public.

La bataille engagée par les élus locaux, les acteurs du monde hospitalier et les représentants des usagers sera aussi menée au niveau national par les membres du Groupe Socialiste du Sénat pour s'opposer à ce projet de loi et essayer d'en améliorer le contenu, malgré le refus d'écoute du Gouvernement et de sa majorité.